

DES RESEAUX



Nos valeurs

Avec l'extension de la vulnérabilité sous ses diverses formes, les phénomènes de repli sur soi et de technocratisation de la société s'amplifient. Notre modèle de solidarité, qui ne peut reposer seulement sur des droits mais aussi sur la mobilisation de toutes les énergies individuelles et collectives, s'en trouve menacé. Il est donc de plus en plus important de promouvoir toutes les formes de solidarité et de sociabilité, et de renforcer le sentiment d'appartenance à une même collectivité, en mettant en avant les valeurs d'engagement, de responsabilité, de laïcité et de fraternité.

C'est pourquoi les organisations membres du *Cahier des Réseaux* ont décidé d'unir leurs efforts pour mieux faire connaître leurs initiatives prises dans ce sens. Elles se donnent ainsi pour objectif de dépasser les cloisonnements des politiques de solidarité, pour démontrer la possibilité d'une approche globale des problématiques sociétales.



L'ADMR AGIT POUR LA MOBILITÉ DE SES SALARIÉS

L'Union nationale ADMR renforce son offre en faveur de la mobilité et de la sécurité routière de ses salariés. Une action qui s'inscrit dans une politique plus large de partenariats, qui visent aussi à fidéliser ses salariés et à accompagner les nécessaires recrutements.

“Si mon véhicule tombe en panne, je n'ai plus de travail”, constate Sabine Hendryck, 40 ans, employée à domicile par l'ADMR dans le Pas-de-Calais. Soucieuse d'accompagner au mieux l'ensemble de ses salariés dans l'exercice de leur mission, l'Union nationale ADMR s'est emparée de cette question importante, mais trop souvent ignorée. Elle a donc initié l'an passé une politique en faveur de la mobilité de ses employés et des 2 700 associations du réseau.

Une première convention de partenariat nationale a été signée le 6 mars 2019 avec Renault Mobilize, un programme de mobilité solidaire créé en 2012. La fédération du Rhône a été la première à l'expérimenter. Ses salariés peuvent accéder à des services à des tarifs solidaires, comme l'entretien et la réparation de leurs véhicules, ou la location de véhicules neufs avec option d'achat. Condition préalable : appartenir à un foyer fiscal non imposé ou dont le quotient familial est inférieur ou égal à 1 000 €.

En ce qui concerne les réparations, le salarié doit les solliciter auprès de la fédération ADMR prescripteur



© iStock

de Mobilize qui se charge de contacter l'un des 350 garages solidaires Renault. C'est ce dernier qui prend rendez-vous avec le salarié dans les 48 heures afin d'établir un devis. Pour le salarié qui souhaite acquérir

MOBILIZE

un véhicule neuf, le délai est de 2 à 3 mois. L'analyse initiale de sa situation financière précède la signature d'un microcrédit qui permet la commande du véhicule. Trente-trois fédérations et associations ADMR sont d'ores et déjà entrées dans ce partenariat, soit le tiers du réseau.

“L'outil d'enregistrement des demandes des salariés s'est amélioré au fil des mois. Désormais, les fédérations peuvent suivre l'avancement des différentes étapes validées par les institutions de microcrédit avant l'obtention d'un véhicule. Sabine Hendryck fut longtemps inquiète à l'idée que sa 206, qui avait déjà parcouru 140 000 kilomètres, la lâche un beau matin. Elle qui parcourt vingt kilomètres par jour, six jours sur sept et un week-end sur deux, a donc déposé un dossier dans l'espoir d'acquérir un nouveau véhicule. Son dossier a été tout de suite accepté et sa Dacia Sandero livrée deux mois après. “Une voiture neuve,



Thierry d'Aboville (à gauche), secrétaire général de l'Union nationale ADMR et François Rouvier, Directeur du programme Mobilize chez Renault lors de la signature du partenariat.

© Pixabay

c'est l'idéal, s'enthousiasme-t-elle. Elle est bien plus confortable que la précédente et je ne redoute plus d'être immobilisée ou de devoir payer réparation sur réparation. En plus, avec la garantie de trois ans, Renault me prête un véhicule en cas de panne. C'est rassurant !”

DES SOLUTIONS SOLIDAIRES ÉTENDUES

Engagée dans cette démarche de proposer un panel de plus en plus large de partenariats, l'Union nationale ADMR a conclu en juillet une seconde convention en matière de mobilité, cette fois-ci avec la société Norauto. L'enseigne a mis en place le programme Mana Ara (“route solidaire” en maori) qui consiste d'une part à proposer un diagnostic gratuit de véhicule et d'autre part un financement pouvant aller jusqu'à 40 % du montant des travaux de réparation. Ce programme s'adresse aux personnes dont le quotient familial Caf est inférieur à 750 € et disposant d'une carte gris

du véhicule au même nom que celui lié au quotient familial. “Ce programme est complémentaire de Renault Mobilize puisqu'il nous permet une implantation géographique plus large”, constate Martine Gaboyer, vice-présidente de l'union nationale ADMR et présidente de la commission RH. En pratique, il suffit aux salariés des fédérations et associations ADMR de remplir un dossier en ligne ou de prendre rendez-vous par courriel avec l'équipe dédiée Mana Ara. Celle-ci s'engage à les recontacter sous 24 à 48 heures ouvrées. Suite au diagnostic, un devis est effectué dans l'un des 280 centres Norauto. Le bénéficiaire est ensuite recontacté afin de se voir préciser le montant de la prise en charge, d'évaluer avec lui les travaux à effectuer et de lui proposer éventuellement un échelonnement du paiement. D'autres solutions de mobilité peuvent également lui être envisagées : achat de véhicule d'occasion, vélos à assistance électrique, etc.

“Le programme Mana Ara a été

conçu pour permettre aux travailleurs précaires et aux personnes en voie de réinsertion d'accéder à une mobilité sereine, explique Sophie Menez, leader projets développement durable de Norauto. Le partenariat avec l'ADMR a donc du sens, car ces salariés sont souvent des femmes qui ne sont pas salariées à temps plein et ont un besoin impérieux de leur véhicule pour travailler. Nous sommes également sensibles à la beauté de leur geste quotidien, qui consiste à aider les personnes”.

Même si Renault Mobilize et Mana Ara ne répondent pas à tous les problèmes de mobilité des salariés, l'Union nationale ADMR apporte au moins une partie des solutions à cette préoccupation commune. Elle est le seul réseau associatif



d'aide à la personne qui s'est engagé dans ce sens. Un choix qui s'inscrit également dans un contexte où il est difficile de recruter du personnel alors que, d'ici à 2030, il faudra augmenter d'au moins 20 % les effectifs des personnes travaillant auprès des personnes âgées en perte d'autonomie. “Nous essayons donc de mener une politique globale visant à fidéliser nos salariés, explique Laurence Jacqou, directrice adjointe de l'Union nationale ADMR. Cela passe par des partenariats qui permettent d'améliorer leur bien-être, mais aussi par des actions portant sur le management, les plannings et les risques professionnels”. ■



“LE ROSE ET LE NOIR : LE PACTE CIVIQUE À LA NUIT DES IDÉES DE TOULOUSE”

Fin janvier, le Pacte Civique Haute-Garonne et l’université Toulouse Capitole s’associaient pour une conférence sur le pouvoir d’agir des citoyens. Retour sur cet événement présenté dans le cadre de “La Nuit des Idées”.



Plénière où l’on évoqua la problématique “transition ou métamorphose?”.

“**D**evenir acteur de la résilience et de la transition des territoires !”, tel était le titre de la conférence organisée le 30 janvier par le Pacte Civique Haute-Garonne avec l’université Toulouse Capitole. Ce débat, présenté dans le cadre de La Nuit des idées, fut suivi de différents ateliers. Pour la plénière notre grand témoin était Patrick Viveret, philosophe et membre actif de plusieurs réseaux nationaux et internationaux tels que Les Dialogues en humanité, TP-TS, Les convivialistes, etc. Tous ces réseaux ont pour dénominateur commun de défendre “La cause humaine” pour reprendre le titre de son dernier livre. Patrick Viveret

a évoqué le nécessaire changement de posture que chacun est, plus que jamais, invité à opérer afin de devenir acteur de la transition. Irène Dupoux Couturier, qui a créé avec Alain de Vulpian le réseau Happymorphose, nous a quant à elle parlé de tout ce qui converge aujourd’hui vers une métamorphose humaniste. Elle a évoqué “la société comme un cerveau” qui est en train de prendre forme. De son côté, Pascal Roggero, professeur de sociologie de l’université toulousaine où il dirige le master “Ingénieries du développement des territoires”, a attiré notre attention sur le fait que plusieurs représentations de cette transition coexistent dans les esprits, dans les stratégies

des différents acteurs, et qu’elles ne vont pas toutes dans le même sens. Pour Michel Joli, administrateur à Leo Lagrange et France Libertés, citant les travaux de Patrick Tort (expert français sur les travaux de Darwin) “l’intelligence des limites” doit nous permettre aujourd’hui de revenir vers des pratiques plus coopératives. Patrick Viveret a confirmé cette approche en citant les travaux de Jean-Marie Pelt sur la loi d’associativité qui a permis au vivant de s’auto-organiser et d’évoluer vers plus de coopération et de complexité dans tout l’univers.

LES JEUNES PRÉSENTS

On a observé la présence réjouissante de nombreux étudiants et lycéens. Ils ont pu exprimer leur inquiétude face aux risques grandissants que connaît notre planète dans une économie financière dérégulée. Certains de ces jeunes avaient, pour l’occasion, réalisé un mur d’images où on pouvait voir des photos extraites de films emblématiques comme “Demain est à nous”, “Hors normes”, “Transition 2.0”... Ces films montrent comment des citoyens (y compris de très jeunes citoyens) donnent de leur temps et de leur énergie pour restaurer les personnes et, simultanément, restaurer la terre. Cela passe,

par exemple, par la création d'activités coopératives de rue ou dans les écoles, de jardins partagés bio, des tiers lieux, des circuits courts...

FAIRE ENSEMBLE

La fin d'après-midi fut consacrée aux ateliers de co-construction où chacun, par petits groupes de dix, était invité à parler de lui : comment il agit concrètement ou veut agir demain pour la transition. Ce dispositif d'échange permet une reconnaissance et un repérage réciproques entre les participants. Ce type d'ingénierie qu'Edgar Morin nomme "Ingénieries du micro-social" a fait ses preuves dans de nombreux pays comme les Philippines où l'expérimentation Gawad Kalinga a permis la transformation de bidons-villes en villes, au Sri Lanka où les républiques villageoises sur le modèle gandhien ont permis la mise en œuvre de chantiers collectifs dans plusieurs milliers de villages où ils ont permis de restaurer les infrastructures tout en restaurant l'éthique collective.

C'est ce même type de dispositifs qui a été évoqué dans l'atelier consacré à l'expérimentation Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée où on voit comment des citoyens très éloignés de l'emploi ont pu créer des activités socialement utiles sous forme "d'entreprises à but d'emploi", ainsi que dans l'atelier consacré aux dispositifs d'entraide intergénérationnelle soutenus par l'association BBZ et par AG2R La Mondiale qui ont permis de créer de nombreuses structures de logement intergénérationnel et de nombreuses activités où des jeunes en service civique et

des seniors explorent le "bien vieillir ensemble".

Toutes ces réussites sont le fruit de l'émergence de petits groupes d'hommes et de femmes qui ont repéré entre eux des projets et des valeurs communes, qui ont su identifier des complémentarités de compétences et de moyens, et peuvent alors expérimenter la capacité de faire ensemble. Comme l'a justement pointé, Jean-Louis Sanchez, délégué



Mur d'images réalisé par les jeunes du tiers lieu éducatif Leo Lagrange de Tournefeuille

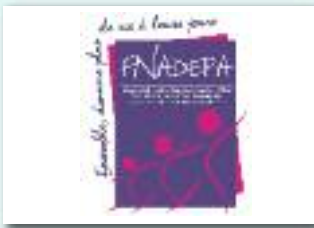
général de l'Observatoire national de l'action sociale, "c'est en faisant ensemble qu'on découvre notre capacité de coopérer".

DE NOUVELLES FORMES DE COOPÉRATIONS LOCALES

Dans l'atelier consacré aux pratiques pédagogiques innovantes, notre partenaire Léo Lagrange de Tournefeuille a pu montrer comment il a fait émerger sur son territoire un tiers lieu éducatif où se sont des jeunes lycéens qui animent des groupes de paroles et une télévision participative ouverte à tous

les résidents. Notre partenaire CNFPT a pu montrer tout l'effort entrepris lors des universités de l'innovation territoriale où les démarches de co-design ont été mises à l'honneur et ont permis à des milliers d'agents des collectivités locales d'expérimenter des postures plus créatives avec les citoyens.

Enfin, notre ami et partenaire, le professeur Pascal Roggero a dévoilé quelques-unes des grandes lignes du Diplôme Universitaire de formation continue qui vise la formation d'animateurs-développeurs-catalyseurs qui sauront faire émerger ces nouvelles formes de coopération créative locale. La convention passée avec cette université permettra aussi d'animer des dispositifs mensuels de partage des savoirs, savoir-faire et savoir-être entre acteurs, chercheurs et étudiants qui permettront l'enrichissement croisé des projets de chacun et facilitera l'émergence de partenariats de développement local. Avec tous nos partenaires ainsi évoqués (sans oublier les associations ATD, MJC, Unis-Cité, E-Graine, Solidarités Nouvelles face au Chômage, certains établissements publics comme le collège Labitrie de Tournefeuille, et certains tiers lieux comme le Centième Singe...) nous espérons pouvoir pousser l'expérimentation de tels dispositifs créateurs de liens et d'activités, puis évaluer leur impact, modéliser leur action, et enfin former ceux qui seront capables de les animer demain. Nous pensons pouvoir ainsi faciliter et accélérer la transition vers la métamorphose humaniste dont il était question pendant cette belle "Nuit des Idées" toulousaine. ■



“STOP AU BLA-BLA”

Confrontée à l’immobilisme de l’État sur la question du grand âge, la Fnadepa a lancé une campagne de sensibilisation inédite. Le point avec Jean-Pierre Riso, son président.



Le Jas : Quel est le contexte de votre action ?

Jean-Pierre Riso : La fragilité du secteur du grand âge est ancienne. Elle se caractérise d’abord par des difficultés de recrutement des personnels soignants et non soignants. Cela concerne les établissements publics et privés comme les services d’aide et d’accompagnement à domicile car les conditions de travail sont moralement et physiquement difficiles. De plus, ces emplois mal payés ne bénéficient pas de la reconnaissance qu’ils mériteraient de la part des citoyens. Notre exaspération tient au fait que nous attendons depuis plus d’un an la grande loi promise par le président de la République. Depuis des années, des rapports de grande qualité se sont succédés. Je pense au rapport Libault, à ceux de Mmes El Khomry et Dufeu Schubert... Les constats ont donc

été posés, les hypothèses de “solutions” ont été portées par les auteurs et par les fédérations d’acteurs concernés, à commencer par la nôtre. Mais de concertation en concertation, les décisions fortes ne sont jamais prises. Sans doute sommes-nous aussi les victimes collatérales des dernières mobilisations sociales.

Le Jas : Pour faire connaître votre exaspération vous avez donc lancé une campagne de communication.

J-P.R. : Oui, une campagne qui est à la fois politique, locale et grand public. Au niveau politique, le 17 janvier nous avons alerté le président de la République, le Premier ministre, la ministre des Solidarités et de la Santé ainsi que l’ensemble des députés et sénateurs de la commission des affaires sociales. À l’échelon local, nos Fnadepa ont écrit aux présidents des conseils régionaux et départementaux, à leurs députés, à leurs sénateurs, aux directeurs des ARS... Enfin, la dernière dimension de notre mobilisation est en direction du grand public. Nous avons proposé à celles et ceux qui se sentent concernés (personnes âgées accompagnées, familles, personnels...) de se photographier avec une pancarte sur laquelle est écrit : “Stop au bla bla, faites notre loi”. Nous avons reçu plus de 300 contributions. S’y ajoutent des colloques départementaux (dont ceux organisés à Laval et à Nantes)

au cours desquels le message est aussi porté avec force. Mobiliser le grand public et s’appuyer sur les réseaux, c’est une manière de rappeler qu’il y a des “gens” derrière nos revendications, qu’il ne s’agit pas d’un combat de directeurs réclamant plus de moyens.

Le Jas : Quel est le calendrier à venir ?

J-P.R. : Cette mobilisation nous a permis de décrocher de prochains rendez-vous avec les équipes du Premier ministre et avec le président de l’assemblée des départements de France. Par ailleurs, il a été annoncé qu’un projet loi devait être présenté au conseil des ministres à la fin du semestre. La plupart des éléments qui pourraient y figurer sont déjà dans les rapports Libault et El Khomry. Il n’y a donc pas de raison de voir se mettre en place une nouvelle longue période de concertation. Toutefois, l’encombrement parlementaire actuel laisse craindre le pire quant à la présentation d’un texte devant le parlement. En conclusion, je veux insister sur l’urgence. Dès 2025, l’arrivée dans le grand âge et dans la dépendance de la génération du “papy-boom” sera dévastatrice pour l’ensemble de la société si nous ne nous y sommes pas préparés. Certes avec plus de moyens, mais peut-être surtout en transformant les modèles actuels. ■

LA FRATERNITÉ AU CŒUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES 2020 !

Appel du Réseau national de l'économie sociale et solidaire

Acteurs de terrain engagés : élus/es, responsables associatifs, acteurs sociaux, citoyens/nes... chaque jour nous constatons la montée de différentes formes d'extrémismes, de radicalités et d'intolérances qui menacent gravement la cohésion nationale. Il est urgent d'apporter ensemble des réponses innovantes.

Pour cela, il convient de sortir des sentiers battus et des seules déclarations de principe.

Par leur proximité, les maires et les élus locaux sont les plus à même de répondre aux préoccupations des habitants. Les prochaines élections municipales des 15 et 22 mars 2020 sont l'occasion de donner une impulsion décisive au renouvellement du pacte républicain.

Nous appelons les candidates et les candidats à faire des propositions concrètes dans cette direction décisive.

Nous appelons chaque citoyenne et citoyen à s'engager et à faire des propositions concrètes pour leur commune.

Pour que cette ambition devienne une réalité, faisons de l'appel à une société de vigilance une occasion de construire ensemble une société de bienveillance et de confiance.

La Fraternité au cœur des élections municipales 2020 !

PREMIERS SIGNATAIRES :

Pascal COLIN,
Président du RENESS

Anne-Christine BATAILLE,
Conseillère départementale

Jean GATEL,
Ancien Ministre de l'économie sociale

Monique NOVARETTI,
Conseillère régionale Occitanie

Bernard de KORSACK,
Président honoraire Habitat
et Humanisme

Annie SEQUIER-BLANC,
Présidente maison d'accueil La Pasquière

Jean-Louis SANCHEZ,
Délégué général de l'ODAS
Président Collectif appel
à la fraternité

Fanny DOMBRE-COSTE,
Présidente IME La Pinède Montpellier

Didier LESUEUR,
Directeur général de l'ODAS
Vice-Président du RENESS

Viorelia ROMAN,
Responsable commerciale

Jean-Yves SENANT,
Maire

Sophie SANSY,
Maire adjointe

Patrick DONATH,
Maire

Jean DAUTRY,
Président association Espoir Alzheimer
et handicap neurologique

Annie LAHMER,
Conseillère régionale Ile-de-France

Yvan LUBRANESKI,
Maire

Bernard GUEGUEN,
Maire

René MORENO,
Conseiller régional Occitanie

Jean-Marc WAGNER,
1^{ère} Maire adjoint

Patrick APPERE,
Maire adjoint

Thierry HOMBERG,
Maire adjoint

Philippe VIEILLEFOSSE,
Maire

Patrick PERNIN,
Maire

Jacques MOIGNARD,
Maire et Vice-Président
communauté de communes

Stéphane DEGREMONT,
Maire

LES ASSOCIATIONS À LA POINTE DE L'INNOVATION

L'Uniopss organise, les 1^{er} et 2 avril à Rennes, son prochain Congrès sur le thème de l'innovation. Une occasion de montrer toute la créativité associative, mais aussi de mettre ce concept au service de la transformation de notre société.

“Qui a dit que l'innovation devait être le monopole des entreprises et des start-up ? Loin d'être à la traîne sur le sujet, les associations apparaissent également comme les porteuses de nombreuses nouveautés au service des plus fragiles, sans pour autant que ces dernières bénéficient de toute la visibilité qu'elles méritent. Un des enjeux du prochain Congrès de l'Uniopss qui se déroulera à Rennes les 1^{er} et 2 avril prochains sur le thème : “Aujourd'hui, les associations inventent demain, parlons-en !”, est donc bien de mettre en lumière toute l'étendue de la créativité associative, mais également de démontrer que ce concept d'innovation peut être appréhendé de manière différente. Souvent perçue sous un angle uniquement technologique et organisationnel, l'innovation peut être observée à d'autres niveaux. La séance plénière d'ouverture du Congrès sera donc l'occasion d'élargir le cadre d'analyse de l'innovation, en proposant une vision panoramique à partir d'un référentiel original, permettant notamment d'observer et de valoriser, sous un angle inédit, les pratiques et les initiatives des acteurs. Plusieurs zooms thématiques autour des sciences et des techniques, des droits de l'Homme, du développement

durable, ou encore de la gestion des communs, viendront éclairer les nombreux enjeux qui entourent ce concept d'innovation. Dans ce cadre, plusieurs intervenants de renom viendront alimenter le débat de leurs analyses. C'est le cas notamment de Serge Tisseron, psychiatre et membre de l'Académie des technologies, de l'ancienne ministre Cécile Duflot, actuellement directrice générale d'Oxfam France, de Magali Lafourcade, secrétaire générale de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme, ou encore de Lionel Maurel, directeur adjoint à l'Institut national des sciences humaines et sociales du CNRS.

ÉCOLOGIE ET SOCIAL

Un grand témoin permettra de prendre du recul sur tous ces échanges et de partager son analyse : une occasion supplémentaire d'ancrer l'innovation dans une certaine réalité française. Alors que de nombreux ateliers débats et forums découverte viendront ponctuer le Congrès et incarner plus concrètement toute la créativité associative, une Conférence grand public tournée vers l'avenir, sur le thème : “L'écologique et le social sont-ils faits pour vivre ensemble ?”, sera l'occasion d'un débat entre Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT et initiateur du Pacte du pouvoir de vivre, Laurence

Monnoyer-Smith, ancienne Déléguée interministérielle et Commissaire générale au développement durable, et Christian Roulleau, président fondateur de l'entreprise Samsic.

En écho aux échanges durant ces deux jours de Congrès, la séance plénière de clôture mettra en évidence les apports des congressistes sur la notion d'innovation, mais également les évolutions possibles de la société et des politiques publiques... Il s'agira dans ce cadre de valoriser les analyses et pratiques associatives porteuses d'avenir, ainsi que les apports de la recherche et des acteurs publics.

Une façon de préparer l'avenir ensemble. Plusieurs thématiques seront ainsi abordées, comme la transformation de l'offre avec Jérôme Voiturier directeur général de l'Uniopss, l'avenir de la protection sociale avec Bruno Palier, directeur de recherche du CNRS ou la société inclusive, avec Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'Autonomie. Bref, une occasion, au travers de ce Congrès de réfléchir aux outils et actions permettant de mettre l'innovation au service des plus fragiles et d'une société plus solidaire.

congres.uniopss.asso.fr

Extrait de *Union Sociale* de février 2020 ■